

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Gelet op de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 juli 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 juli 2015;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid ;

Overwegende dat de indexering op de lonen uitgesteld wordt tot 1 januari 2016 bij de programmawet van 19 december 2014 en dat de indexering betreffende de overeenkomsten voor functionele revalidatie bijgevolg onverwijld uitgesteld moet worden voor het kalenderjaar 2015 ;

Op de voordracht van de Minister-President ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van deze Grondwet.

Art. 2. In afwijking van artikel 152, eerste lid van de programmawet van 19 december 2014, wordt het tweede lid van dit artikel van toepassing op de financieringen bedoeld in de volgende bepalingen:

1° het koninklijk besluit van 15 september 2006 tot uitvoering van artikel 59 van de wet van 2 januari 2001 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen, wat de maatregelen inzake vrijstelling van arbeidsprestaties en eindeloopbaan betreft;

2° de volgende overeenkomsten voor de revalidatie op lange termijn afgesloten overeenkomstig artikel 22, 6, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994 :

a.771 De inrichting voor neuromotorische revalidatie : - 77100251 Centre de Traumatologie et de Réadaptation (C.T.R.) ;

b.772 Psychosociale revalidatie voor volwassenen : - 77203090 Cliniques universitaires Mont Godinne ;

c .7740 Kinderpsychiatrische stoornissen : - 77401545 Cliniques universitaires Saint-Luc ;

d. 7746 Referentiecentra autisme : - 77460339 Cliniques universitaires Saint-Luc en -77460735 CHU Sart-Tilman Liège ;

e. 953 et 965 Centra voor ambulante functionele revalidatie CRA : - 95360995 Cliniques universitaires de Mont-Godinne, - 96560431 Hôpital Erasme Anderlecht (Centre de réadaptation fonctionnelle neurologique infantile), - 95360403 Cliniques universitaires Saint-Luc (Centre d'audio-phonologie et de CRF neurologique pour enfants) en - 95316356 CHU Sart -Tilman Liège (Centre d'audiophonologie).

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 2015 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2015.

Art. 4. De Minister-President die bevoegd is voor de universitaire ziekenhuizen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juli 2015.

De Minister-President,
Rudy DEMOTTE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204015]

27 AOÛT 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil wallon du bien-être des animaux instauré par le décret du 22 janvier 2015

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, l'article 31, modifié par le décret du 22 janvier 2015 instaurant le Conseil wallon du bien-être des animaux;

Vu le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, modifié par le décret du 22 janvier 2015 instaurant le Conseil wallon du bien-être des animaux, notamment l'article 2, § 1^{er}, 19^o;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015 réglant la composition et le fonctionnement du Conseil wallon du bien-être des animaux;

Sur la proposition du Ministre du bien-être animal;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur du Conseil wallon du bien-être des animaux annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le Ministre du Bien-être animal est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 août 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

ANNEXE

Règlement d'ordre intérieur du Conseil wallon du bien-être des animaux adopté par l'assemblée le 16 juillet 2015

Article 1^{er}. Le Conseil désigne un président et un vice-président parmi les membres du bureau exécutif dans le mois qui suit leur nomination par le Ministre.

Art 2. Lorsqu'au moins un tiers des membres effectifs du Conseil en fait la demande, le bureau exécutif est tenu de réunir le Conseil dans les trente jours et d'inscrire à l'ordre du jour les points mentionnés dans la demande de réunion.

Art. 3. § 1^{er}. Le Conseil se réunit au moins cinq fois par an. Le procès-verbal de ces réunions est rédigé par le Service. Le bureau exécutif se réunit à la demande du président ou du vice-président.

§ 2. Les réunions du Conseil se tiennent à Namur sauf avis contraire du bureau exécutif.

Art. 4. § 1^{er}. A la demande du président ou du vice-président, le Service convoque les membres du Conseil par courrier électronique avec accusé de réception au moins quatorze jours avant la réunion. La convocation mentionne les points à l'ordre du jour et contient les documents préparatoires aux discussions.

§ 2. Lorsqu'au moins un tiers des membres effectifs du Conseil en fait la demande, le bureau exécutif est tenu d'inscrire à l'ordre du jour les points mentionnés dans la demande. Cette demande doit être communiquée au moins quinze jours avant la réunion concernée.

Art. 5. § 1^{er}. En cas d'urgence, le délai de convocation visé à l'article 4 peut être réduit à trois jours ouvrables. Dans ce cas, la convocation ainsi que l'ordre du jour peuvent être communiqués aux membres par appel téléphonique du président ou, par ordre, du vice-président ou du Service. La convocation doit être confirmée par courrier électronique.

§ 2. Lorsqu'un membre ne peut être présent, il a la possibilité de communiquer son avis par voie électronique au Service qui le présentera au Conseil lors de la réunion.

Art. 6. Conformément à l'article 32 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, le Conseil peut, de sa propre initiative, soumettre un avis au Ministre sur des sujets proposés par le bureau exécutif.

Art. 7. Le président ouvre et clôt les réunions du Conseil et du bureau exécutif. Il conduit les débats.

Art. 8. A l'ouverture de chaque réunion, le Conseil approuve l'ordre du jour de la réunion ainsi que le procès-verbal de la réunion précédente. Il ne peut pas délibérer sur des points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour approuvé.

Art. 9. § 1^{er}. Lors de la constitution d'un groupe de travail, celui-ci est composé de maximum 10 personnes, membres du Conseil ou non. Le Service tient à jour à disposition du Conseil une liste d'institutions et de personnes ressources en fonction des thématiques abordées. Cette liste sera consultée en priorité lors de la constitution de chaque groupe de travail.

§ 2. Le coordinateur du groupe de travail soumet sa proposition de composition de groupe de travail au bureau exécutif pour approbation.

§ 3. Chaque groupe de travail peut également consulter ou inviter ponctuellement des personnes non membres pendant ses travaux.

§ 4. Le groupe de travail s'efforce d'aboutir à des conclusions faisant l'objet d'un consensus de tous ses membres. Le coordinateur rédige les conclusions des travaux avec l'aide du Service. Ces conclusions font état des différents points de vue dans le cas où il n'y a pas de consensus.

§ 5. Ces conclusions sont présentées par le coordinateur au bureau exécutif qui les approuve ou décide de la nécessité d'examen complémentaire. Une fois approuvées par le bureau exécutif, les conclusions sont présentées aux membres du Conseil. Ces conclusions font partie des documents préparatoires cités à l'article 4.

Art. 10. Les conclusions du groupe de travail sont utilisées par le Conseil pour établir ses avis comme prévu au paragraphe 2 de l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015 réglant la composition et le fonctionnement du Conseil wallon du bien-être des animaux.

Art. 11. § 1^{er}. Afin d'assurer la sérénité des débats, les membres du Conseil ou d'un groupe de travail n'utiliseront pas le contenu des débats pour faire pression auprès des autorités et de l'opinion publique sur un sujet débattu au sein du Conseil ou du groupe de travail.

§ 2. En complément de l'article 5, § 6, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015 réglant la composition et le fonctionnement du Conseil wallon du bien-être des animaux, les débats restent confidentiels et les rapports sont confidentiels et ne peuvent être rendus publics avant la publication des avis du Conseil issus des conclusions de ce même groupe de travail, comme prévu à l'article 6 de l'arrêté susmentionné.

Art. 12. Lors de l'approbation d'un avis dans l'urgence ou dans des circonstances exceptionnelles, le bureau exécutif soumet son avis au vote des membres du Conseil par voie électronique. Les membres du Conseil n'ayant pas participé au vote ont la possibilité d'introduire un recours en adressant un courrier motivé adressé au Ministre dans les cinq jours ouvrables.

Art. 13. § 1^{er}. Lorsque le Conseil est sollicité pour être représenté dans d'autres comités ou conseils, le bureau exécutif fait une proposition au Conseil qui la ratifie à la majorité. En cas de refus, le bureau soumet une nouvelle proposition.

§ 2. Dans le cadre du paragraphe 1^{er}, les personnes déléguées par le Conseil doivent régulièrement, et en tout cas sur demande du Conseil, faire rapport de leurs activités dans le cadre du respect de la confidentialité éventuellement imposée par le Comité ou le Conseil concerné.

Art. 14. Seuls le président et le vice-président peuvent s'exprimer au nom du Conseil, et sur la base des décisions prises par le Conseil.

Art. 15. § 1^{er}. Le bureau exécutif peut proposer au Conseil d'adopter vis-à-vis d'un membre la décision prévue à l'article 2, 13^o, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, après avoir entendu le membre visé.

§ 2. La décision est adoptée à la majorité des deux tiers des membres présents.

§ 3. Le membre du Conseil concerné a la possibilité d'introduire un recours sur cette décision en adressant un courrier au Service dans un délai maximum de quinze jours ouvrables.

Art. 16. Le rapport annuel des activités du Conseil est rendu consultable via le portail internet Bien-être animal du Service public de Wallonie.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil wallon du bien-être des animaux instauré par le décret du 22 janvier 2015.

Namur, le 27 août 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/204015]

27. AUGUST 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung des durch das Dekret vom 22. Januar 2015 eingerichteten "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Wallonischer Rat für das Wohlbefinden der Tiere)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, Artikel 31, abgeändert durch das Dekret vom 22. Januar 2015 zur Einrichtung des "Conseil wallon du bien-être des animaux";

Aufgrund des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion, abgeändert durch das Dekret vom 22. Januar 2015 zur Einrichtung des "Conseil wallon du bien-être des animaux", insbesondere Artikel 2 § 1 Ziffer 19;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Februar 2015 zur Regelung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Wallonischer Rat für das Wohlbefinden der Tiere);

Auf Vorschlag des Ministers für Tierschutz;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die dem vorliegenden Erlass beigefügte allgemeine Dienstordnung des "Conseil wallon du bien-être des animaux" wird genehmigt.

Art. 2 - Der Minister für Tierschutz wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. August 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

ANHANG

Durch die Versammlung am 16. Juli 2015 verabschiedete allgemeine Dienstordnung des "Conseil wallon du bien-être des animaux"

Artikel 1 - Der Rat benennt einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden unter den Mitgliedern des Exekutivbüros innerhalb eines Monats nach ihrer Ernennung durch den Minister.

Art. 2 - Auf Antrag von mindestens einem Drittel der effektiven Mitglieder des Rates ist das Exekutivbüro verpflichtet, den Rat innerhalb von dreißig Tagen einzuberufen und die in dem Antrag auf Einberufung angeführten Punkte in die Tagesordnung aufzunehmen.

Art. 3 - § 1 - Der Rat tritt wenigstens fünfmal pro Jahr zusammen. Die Sitzungsprotokolle werden von der Dienststelle abgefasst. Das Exekutivbüro tritt auf Antrag des Vorsitzenden oder des stellvertretenden Vorsitzenden zusammen.

§ 2. Die Sitzungen des Rates finden in Namur statt, es sei denn, das Exekutivbüro trifft eine andere Entscheidung.

Art. 4 - § 1. Auf Antrag des Vorsitzenden oder des stellvertretenden Vorsitzenden übermittelt die Dienststelle den Mitgliedern des Rates wenigstens vierzehn Tage vor der Sitzung mit elektronischer Post mit Empfangsbestätigung eine Vorladung. In der Einberufung werden die Punkte der Tagesordnung angeführt und werden ihr die Dokumente zur Vorbereitung der Debatten beigefügt.

§ 2. Auf Antrag von mindestens einem Drittel der effektiven Mitglieder des Rates ist das Exekutivbüro verpflichtet, die in dem Antrag angeführten Punkte in die Tagesordnung aufzunehmen. Dieser Antrag ist wenigstens 15 Tage vor der betreffenden Sitzung zu übermitteln.

Art. 5 - § 1. In Dringlichkeitsfällen kann die in Artikel 4 angeführte Einberufungsfrist auf drei Arbeitstage verkürzt werden. In diesem Fall können sowohl die Einberufung als auch die Tagesordnung den Mitgliedern durch den Vorsitzenden oder in dessen Auftrag durch den stellvertretenden Vorsitzenden oder die Dienststelle telefonisch mitgeteilt werden. Die Einberufung muss mit elektronischer Post bestätigt werden.

§ 2. Falls ein Mitglied nicht anwesend sein kann, hat es die Möglichkeit, seinen Standpunkt der Dienststelle mit elektronischer Post zu übermitteln, die dem Rat diesen auf der Sitzung vorträgt.

Art. 6 - Gemäß Artikel 32 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere ist der Rat befugt, in Eigeninitiative dem Minister zu Fragen, die von dem Exekutivbüro vorgeschlagen werden, ein Gutachten zu unterbreiten.

Art. 7 - Der Vorsitzende eröffnet und schließt die Sitzungen des Rates und des Exekutivbüros. Er führt die Debatten.

Art. 8 - Zu Beginn einer jeden Sitzung genehmigt der Rat die Tagesordnung sowie das Protokoll der vorherigen Sitzung. Der Rat ist nicht befugt, in Punkten beschließen, die nicht in die genehmigte Tagesordnung aufgenommen worden sind.

Art. 9 - § 1. Wird eine Arbeitsgruppe gebildet, so darf diese nicht mehr als zehn Personen umfassen, die Mitglieder des Rates oder nicht Mitglieder des Rates sind. Die Dienststelle stellt dem Rat eine an die jeweiligen Themenbereiche angepasste Liste der Einrichtungen und Ansprechpartner zur Verfügung. Diese Liste wird prioritär bei der Bildung jeder Arbeitsgruppe konsultiert.

§ 2. Der Koordinator der Arbeitsgruppe unterbreitet seinen Vorschlag zur Zusammensetzung der Arbeitsgruppe dem Exekutivbüro zur Genehmigung.

§ 3. Jede Arbeitsgruppe hat ebenfalls die Möglichkeit, im Rahmen ihrer Arbeiten Personen, die nicht Mitglied sind, punktuell zu Rate zu ziehen oder einzuladen.

§ 4. Die Arbeitsgruppe ist bestrebt, zu Schlussfolgerungen zu gelangen, die die Zustimmung aller Mitglieder erhalten haben. Der Koordinator verfasst die Schlussfolgerungen der Arbeiten mit Unterstützung der Dienststelle. Konnte keine Übereinstimmung innerhalb der Arbeitsgruppe erreicht werden, werden die unterschiedlichen Standpunkte in den Schlussfolgerungen angeführt.

§ 5. Der Koordinator unterbreitet diese Schlussfolgerungen dem Exekutivbüro, das sie entweder genehmigt, oder beschließt, dass weitere Untersuchungen notwendig sind. Nach Genehmigung durch das Exekutivbüro werden die Schlussfolgerungen den Mitgliedern des Rates unterbreitet. Diese Schlussfolgerungen sind Teil der in Artikel 4 erwähnten vorbereitenden Dokumente.

Art. 10 - Der Rat verwendet die Schlussfolgerungen der Arbeitsgruppe, um seine Gutachten nach Artikel 5 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Februar 2015 zur Regelung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Wallonischer Rat für das Wohlbefinden der Tiere) zu erstellen.

Art. 11 - § 1. Um die Sachlichkeit der Debatten zu gewährleisten, unterlassen es die Mitglieder des Rates oder einer Arbeitsgruppe, den Inhalt dieser Debatten zu verwenden, um bei den Behörden und der Öffentlichkeit Druck auszuüben in Fragen, die innerhalb des Rates oder der Arbeitsgruppe zur Sprache kommen.

§ 2. Zusätzlich zu Artikel 5 § 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2015 zur Regelung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Wallonischer Rat für das Wohlbefinden der Tiere) bleiben die Debatten vertraulich und sind die Berichte vertraulich und dürfen diese nicht vor der Veröffentlichung nach Artikel 6 des vorerwähnten Erlasses der Gutachten des Rates, denen die Schlussfolgerungen der betreffenden Arbeitsgruppe zugrundeliegen, bekanntgegeben werden.

Art. 12 - Bei der Genehmigung eines Gutachtens in Dringlichkeitsfällen oder unter außergewöhnlichen Umständen legt das Exekutivbüro den Mitgliedern des Rates sein Gutachten mit elektronischer Post zur Abstimmung vor. Die Mitglieder des Rates, die nicht an der Abstimmung teilgenommen haben, haben die Möglichkeit, mit einem innerhalb von fünf Arbeitstagen an den Minister gerichteten begründeten Schreiben Einspruch zu erheben.

Art. 13 - § 1. Wird der Rat darum ersucht, in anderen Ausschüssen oder Räten vertreten zu sein, unterbreitet das Exekutivbüro dem Rat einen Vorschlag, der diesen mit der Mehrheit der Mitglieder ratifiziert. Bei einer Ablehnung, unterbreitet das Büro einen neuen Vorschlag.

§ 2. Im Rahmen von Paragraph 1 müssen die von dem Rat entsandten Personen regelmäßig und in jedem Fall auf Antrag des Rates Bericht erstatten über ihre Tätigkeiten und dabei die gegebenenfalls von dem betreffenden Ausschuss oder Rat verlangte Vertraulichkeit wahren.

Art. 14 - Nur der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende dürfen sich im Namen des Rates und auf der Grundlage seiner Beschlüsse äußern.

Art. 15 - § 1. Das Exekutivbüro kann dem Rat vorschlagen, gegenüber einem Mitglied die in Artikel 2 Ziffer 13 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion angeführte Entscheidung zu treffen, nachdem dieses Mitglied angehört worden ist.

§ 2. Die Entscheidung wird mit einer Zweidrittelmehrheit der anwesenden Mitglieder getroffen.

§ 3. Das betreffende Mitglied des Rates hat die Möglichkeit, gegen diese Entscheidung mit einem innerhalb von fünfzehn Arbeitstagen an die Dienststelle gerichteten Schreiben Einspruch zu erheben.

Art. 16 - Der jährliche Tätigkeitsbericht des Rates ist über das Internetportal "Bien-être animal" (Wohlbefinden der Tiere) des Öffentlichen Dienstes der Wallonie einzusehen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung des durch das Dekret vom 22. Januar 2015 eingerichteten "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Wallonischer Rat für das Wohlbefinden der Tiere) beigefügt zu werden.

Namur, den 27. August 2015

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/204015]

27 AUGUSTUS 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Waalse Raad voor Dierenwelzijn) ingesteld bij het decreet van 22 januari 2015

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, artikel 31, gewijzigd bij het decreet van 22 januari 2015 houdende oprichting van de "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Waalse Raad voor Dierenwelzijn);

Gelet op het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, gewijzigd bij het decreet van 22 januari 2015 houdende oprichting van de "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Waalse Raad voor Dierenwelzijn), inzonderheid op artikel 2, § 1, 19°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 februari 2015 houdende regeling van de samenstelling en van de werking van de "Conseil wallon du bien-être des animaux";

Op de voordracht van de Minister van Dierenwelzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van de "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Waalse Raad voor Dierenwelzijn), wordt goedgekeurd.

Art. 2. De Minister van Dierenwelzijn is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 augustus 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

BIJLAGE

Huishoudelijk reglement van de "Conseil wallon du bien-être des animaux"
(Waalse Raad voor Dierenwelzijn) aangenomen door de vergadering op 16 juli 2015

Artikel 1. De Raad wijst een voorzitter en een ondervoorzitter aan onder de leden van het uitvoerend bureau binnen de maand volgend op hun benoeming door de Minister.

Art 2. Wanneer ten minste één derde van de gewone leden van de Raad erom verzoekt, is het uitvoerend bureau gehouden de Raad binnen de dertig dagen bijeen te roepen en de punten die in het verzoek tot bijeenroeping zijn opgegeven op de dagorde te plaatsen.

Art. 3. § 1. De Raad vergadert minstens vijf keer per jaar. De notulen van deze vergaderingen worden door de Dienst opgesteld. Het uitvoerend bureau vergadert op verzoek van de voorzitter of de ondervoorzitter.

§ 2. De vergaderingen van de Raad vinden plaats in Namen, behoudens andersluidend advies van het uitvoerend bureau.

Art. 4. § 1. Op verzoek van de voorzitter of de ondervoorzitter, verzendt de Dienst de uitnodiging aan de leden van de Raad per elektronische post met ontvangstmelding ten minste 14 dagen voor de vergadering. De uitnodiging vermeldt de punten die op de dagorde staan en bevat de documenten die de besprekingen moeten voorbereiden.

§ 2. Wanneer ten minste één derde van de gewone leden van de Raad erom verzoekt, is het uitvoerend bureau gehouden de punten die in het verzoek zijn opgegeven op de dagorde te plaatsen. Dit verzoek moet minstens 15 dagen vóór de betrokken vergadering worden meegedeeld.

Art. 5. § 1. In dringende gevallen wordt de termijn van uitnodiging bedoeld bij artikel 4 verminderd tot drie werkdagen. In dat geval worden de uitnodiging en de dagorde telefonisch medegedeeld aan de leden door de Voorzitter of, in opdracht, door de Ondervoorzitter of de Dienst. De uitnodiging moet bevestigd worden per elektronische post.

§ 2. Wanneer een lid niet aanwezig kan zijn, heeft hij de mogelijkheid om zijn advies per elektronische post mee te delen aan de Dienst die het aan de Raad zal voorleggen tijdens de vergadering.

Art. 6. Overeenkomstig artikel 32 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, kan de Raad, op eigen initiatief, een advies aan de Minister voorleggen over onderwerpen die door het uitvoerend bureau worden voorgedragen.

Art. 7. De Voorzitter opent en sluit de vergaderingen van de Raad en van het uitvoerend bureau. Hij leidt de besprekingen.

Art. 8. Bij het begin van elke vergadering keurt de Raad de dagorde en de notulen van de vorige vergadering goed. Hij kan niet beraadslagen over punten die niet voorkomen op de goedgekeurde dagorde.

Art. 9. § 1. De samenstelling van een werkgroep bestaat uit maximum 10 personen, al dan niet lid van de Raad. De Dienst houdt ter beschikking van de Raad een lijst van instellingen en contactpersonen bij in functie van de behandelde thematiek. Deze lijst zal bij voorrang worden geraadpleegd bij de samenstelling van elke werkgroep.

§ 2. De coördinator van de werkgroep legt zijn voorstel van samenstelling van een werkgroep voor aan het uitvoerend bureau ter goedkeuring.

§ 3. Iedere werkgroep kan tijdens zijn werkzaamheden ook personen die geen lid zijn, af en toe raadplegen of uitnodigen.

§ 4. De werkgroep tracht tot besluiten te komen bij consensus van al zijn leden. De coördinator stelt de besluiten van de werkzaamheden op met de bijstand van de Dienst. Deze besluiten geven de verschillende standpunten weer als er geen consensus bestaat.

§ 5. Die besluiten worden door de coördinator voorgesteld aan het uitvoerend bureau die ze goedkeurt of beslist dat bijkomend onderzoek nodig is. Zodra goedgekeurd door het uitvoerend bureau, worden deze besluiten aan de leden van de Raad voorgelegd. Deze besluiten maken deel uit van de voorbereidende documenten vermeld in artikel 4.

Art. 10. De besluiten van de werkgroep worden gebruikt door de Raad om zijn adviezen op te maken zoals bepaald in paragraaf 2 van artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 26 februari 2015 houdende regeling van de samenstelling en van de werking van de "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Waalse Raad voor dierenwelzijn).

Art. 11. § 1. Teneinde de sereniteit van de debatten te waarborgen, moeten de leden van de Raad of van een werkgroep vermijden om de inhoud van de debatten te gebruiken om de overheid en de publieke opinie onder druk te zetten over een onderwerp dat binnen de Raad of de werkgroep wordt besproken.

§ 2. Ter aanvulling van artikel 5, § 6, van het besluit van de Waalse Regering van 26 februari 2015 houdende regeling van de samenstelling en van de werking van de "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Waalse Raad voor Dierenwelzijn), zijn de debatten en de verslagen vertrouwelijk en mogen ze niet worden bekendgemaakt vóór de bekendmaking van de adviezen van de Raad die afkomstig zijn van de besluiten van deze werkgroep zoals bepaald in artikel 6 van het bovenvermelde besluit.

Art. 12. Als een advies dringend of in uitzonderlijke omstandigheden wordt goedgekeurd, moet het uitvoerend bureau zijn advies onderwerpen aan de stemming van de leden van de Raad per elektronische weg. De leden van de Raad die niet aan de stemming hebben deelgenomen, hebben de mogelijkheid om een beroep in te dienen door een gemotiveerd schrijven te richten aan de Minister binnen de 5 werkdagen.

Art. 13. § 1. Wanneer de Raad wordt verzocht om vertegenwoordigd te worden in andere comités of raadgevende organen, legt het uitvoerend bureau een voorstel voor aan de Raad die het met meerderheid van stemmen goedkeurt. In geval van niet-goedkeuring, dient het bureau een nieuw voorstel in.

§ 2. In het kader van paragraaf 1, moeten de personen gemachtigd door de Raad regelmatig, en in elk geval op verzoek van de Raad, een verslag uitbrengen van hun activiteiten in het kader van de inachtneming van de vertrouwelijkheid die eventueel wordt opgelegd door het Comité of de betrokken Raad.

Art. 14. Alleen de voorzitter en de ondervoorzitter mogen zich in naam van de Raad uitspreken, en op basis van de beslissingen genomen door de Raad.

Art. 15. § 1. Het uitvoerend bureau kan aan de Raad voorstellen om t.o.v. een lid de beslissing aan te nemen bedoeld in artikel 2, 13°, van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, na het betrokken lid gehoord te hebben.

§ 2. De beslissing wordt aangenomen bij een meerderheid van twee derde van de aanwezige leden.

§ 3. Het betrokken lid van de Raad heeft de mogelijkheid om een beroep in te dienen tegen deze beslissing door een schrijven te richten aan de Dienst binnen een termijn van maximum 15 werkdagen.

Art. 16. Het jaarlijks activiteitenverslag van de Raad wordt ter inzage gelegd via het internetportaal "Bien-être animal du Service public de Wallonie" (Dierenwelzijn van de Waalse Overheidsdienst).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Waalse Raad voor Dierenwelzijn) ingesteld bij het decreet van 22 januari 2015.

Namen, 27 augustus 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL PERSONNEL ET ORGANISATION

[C – 2015/09465]

Direction générale EPI. — Etablissements Pénitentiaires Service P&O

Par arrêté royal du 25 avril 2014, est promu par avancement de classe à la classe A3 au titre de conseiller adjoint chef d'établissement, filière de métiers « gestion général », au sein du Service Public Fédéral Justice, services extérieurs de la Direction général EPI - Etablissements pénitentiaires, à partir du 1^{er} novembre 2013 :

— M. Henk MORTIER, né le 9 août 1976 à Leuven, attaché directeur de prison, cadre linguistique néerlandais, filière de métiers « gestion général ».

Le recours en annulation de l'acte précité à portée individuelle peut être soumis à la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST PERSONEEL EN ORGANISATIE

[C – 2015/09465]

Directoraat-generaal EPI. — Penitentiaire Inrichtingen Dienst P&O

Bij koninklijk besluit van 25 april 2014 wordt bevorderd door verhoging naar de hogere klasse A3, met de titel van adviseur adjunct-inrichtingshoofd, vakrichting "algemeen beheer", bij de Federale Overheidsdienst Justitie, buitendiensten van het Directoraat-generaal EPI - Penitentiaire Inrichtingen, met ingang van 1 november 2013 :

— de heer Henk MORTIER, geboren op 9 augustus 1976 te Leuven, attaché gevangenisdirecteur, Nederlands taalkader, vakrichting "Algemeen beheer".

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akte met individuele strekking kan voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2015/204143]

Personnel. — Promotion. — Erratum

Moniteur belge du jeudi 4 juin 2015, page 32454 dans le texte français :

A la place de :

Par arrêté royal du 29 mai 2015 Mme Yannick CHEYNS, attachée classe A2, est promue, à partir du 1^{er} décembre 2014, à la classe A3 avec comme titre conseiller et prise de rang au 1^{er} avril 2014.

Il faut lire :

Par arrêté royal du 29 mai 2015 Mme Yannick CHEYNS, attachée classe A1, est promue, à partir du 1^{er} décembre 2014, à la classe A3 avec comme titre conseiller et prise de rang au 1^{er} avril 2014.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2015/204143]

Personeel. — Bevordering. — Erratum

Belgisch Staatsblad van donderdag 4 juni 2015, pagina 32454 in de Nederlandse tekst :

In plaats van :

Bij koninklijk besluit van 29 mei 2015 wordt Mevr. Yannick CHEYNS, attaché klasse A2, met ingang van 1 december 2014 bevorderd tot de hogere klasse A3 met als titel adviseur en ranginneming op 1 april 2014.

Dient te worden gelezen :

Bij koninklijk besluit van 29 mei 2015 wordt Mevr. Yannick CHEYNS, attaché klasse A1, met ingang van 1 december 2014 bevorderd tot de hogere klasse A3 met als titel adviseur en ranginneming op 1 april 2014.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2015/09472]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 23 août 2015, est acceptée à sa demande, la démission de Mme Van Hoorebeke, J., de ses fonctions de référendaire à la cour d'appel de Gand.

Le présent arrêté produit ses effets le 19 mai 2014 au soir.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2015/09472]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 23 augustus 2015, is aan Mevr. Van Hoorebeke, J., op haar verzoek, ontslag verleend uit haar ambt van referendaris bij het hof van beroep te Gent.

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 19 mei 2014 's avonds.